

REPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
AU
RWANDA

ATTACHE DES FORCES ARMEES

02	0001	WGA
03 FEB. 1990		
01	00	SIT STAM

Declassifié par décision
du ministre de la Défense

N° 000074 du 09 FEV 2021

KIGALI, LE 15 Janvier 1990

N° 001 /4-AD/FWA/CD.

Le Lieutenant-colonel GALINIE
Chef de la Mission d'Assistance Militaire
faisant fonction d'Attaché de Défense près
l'Ambassade de France au Rwanda

à

Monsieur le Général d'Armée
Chef d'Etat-Major des Armées
(Relations Internationales - CERM)

à PARIS

O B J E T : Rapport annuel de renseignement (janvier 1989-
janvier 1990).
Synthèse de l'année écoulée - évaluation à
court terme.

1989 aura manifestement été marquée par la résolution
de la crise politique qui a sérieusement ébranlé
le régime du Général-Major Habyarimana.

1990 devrait être marquée par le traitement de la
crise économique qui a été ajourné à plusieurs
reprises, au cours des derniers mois, en raison
des impératifs politiques.

Le présent rapport tout d'abord rappelle le déroulement
des événements politiques de l'an passé et leur
aboutissement ;
puis, dans la perspective de l'an nouveau, analyse
succinctement la situation budgétaire et économique
actuelle, ainsi que les remèdes préconisés par les
instances dirigeantes.

Une annexe est jointe. Elle propose une analyse des
caractères et comportements qui fondent les rapports dans
la société rwandaise. Cette dernière peut apporter
quelques éclaircissements utiles à la compréhension des
différents obstacles qu'a dû vaincre le président pour
rétablir son autorité et qu'il pourrait être contraint à
affronter de nouveau dans l'avenir.

*

*

*

1989 : L'année aura été principalement "politique"

En effet, elle a été caractérisée par le rétablissement de l'autorité politique du Président Habyarimana après qu'elle ait été fortement compromise. Son temps et son énergie, ainsi que ceux de ses fidèles, ont été consacrés essentiellement à cette tâche, sous le signe de la nécessité absolue, au détriment apparent de toute autre activité.

L'examen des événements qui se sont déroulés au cours de ces 12 mois permet de distinguer 2 périodes :

La première, où au manque d'adhésion aux objectifs de la nouvelle législature a succédé la montée des oppositions et contestations.

La seconde, où ces manifestations d'hostilité ayant atteint leur paroxysme, le président a su et pu, grâce à sa perspicacité et sa détermination, les neutraliser à point nommé.

Ainsi l'année 1989 s'est terminée par le retour à la stabilité politique.

Elle donne enfin au pouvoir la possibilité de traiter plus sereinement la crise économique et ses prolongements sociaux, qui se sont développés inexorablement.

*

*

Première période : de la fin de l'année 1988 à début mai 1989.

Les faits saillants ont été :

- les campagnes électorales, présidentielle et législative, et les résultats de ces élections, qui ont eu lieu le 19/12/1988 et le 26/12/1988, (rapport n° 4/AD/RWA/CD du 11/1/89)

- l'expression des oppositions et l'arrestation d'officiers supérieurs, (rapport n° 4..)

- la publication du programme présidentiel pour la prochaine législature, et l'accueil réservé dont il a été l'objet, (rapport n° 9 du 15/3/89 et 11/AD/RWA/CD du 10/5/89)

- le renforcement des relations de bon voisinage avec les pays limitrophes, (rapport n° 11..)

.../...

Pendant cette première période s'est installée une impression tenace d'incertitude sur l'avenir immédiat du régime. Résultante d'une succession d'événements et de décisions souvent contradictoires que le président ne semblait aucunement dominer ou contrôler, elle était partagée par les rwandais et les expatriés, anciennement ou nouvellement installés.

*

En effet, si au cours de la campagne présidentielle, le Général Habyarimana a pris des contacts populaires, dans chaque préfecture, qui sont apparus fructueux et chaleureux, la campagne des législatives a été entachée par des tensions entre les candidats et par l'hostilité des citoyens à l'égard de certains d'entre eux, malgré ou à cause de leur désignation par le M.R.N.D. (le parti unique: Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement).

Si le président a été réélu et les 70 sièges de députés pourvus sans heurts (choisis parmi les 139 proposés au suffrage par le MRND), les nombreuses irrégularités qui ont émaillé le déroulement des scrutins (accompagnement des électeurs dans les isolements, distribution d'un seul bulletin, remplissage des urnes, vote dans l'armée par unités constituées) et les dépouillements (retards et ajustements "des résultats"), ont altéré la portée des succès et spécialement celui obtenu par le Général-Major Habyarimana avec 99,98 % des voix.

Ces errements, imposés par l'entourage présidentiel, sans son approbation, ont eu deux effets complémentaires.

Tout d'abord la conclusion par la population et la plupart des observateurs que ce dernier était prisonnier de ses proches, désireux par son intermédiaire "inerte", de préserver leurs privilèges.

Ensuite le réveil des oppositions. Celles-ci, qui avaient déjà montré quelques velléités au cours des campagnes électorales, ont élevé plus haut la voix. Les exilés hutus partisans de l'ancien président Kayibanda ont été les premiers à s'exprimer par la publication en Allemagne d'un pamphlet de 333 pages intitulé: "Le Général-Major Habyarimana - Quinze ans de tyrannie et de tartufferie"; les tutsis de l'extérieur ont suivi avec la mise en circulation d'une lettre ouverte dénonçant l'exclusion de leurs frères de l'intérieur de "la politique, de l'université et de l'armée".

Dans cette ambiance délétère, ni l'arrestation et l'emprisonnement de certains officiers, accusés aujourd'hui officiellement d'avoir commandité en avril 1988 l'assassinat du Colonel Mayuya, ni la présentation du

.../...

très présomptueux "discours programme" par le président, le 15 janvier, n'ont eu l'impact attendu :

- démonstration d'autorité sur l'Armes.
- mobilisation de tous pour la réalisation d'un projet ambitieux.

Au contraire, pourrait-on même avancer. En effet dans l'arrestation beaucoup ont vu le signe d'une érosion de la fidélité militaire, dans l'ambition du projet beaucoup ont cru déceler une course en avant, caractéristique d'incohérence et d'inobjectivité dans les conceptions du Chef de l'Etat. Il est vrai que l'ampleur confuse du programme a pu laisser perplexe. En outre, les efforts réclamés à chaque rwandais pour sa réalisation ont été jugés malvenus, tandis qu'ils attendaient impatiemment la nouvelle législature, en particulier les fonctionnaires, pour obtenir une amélioration des conditions de vie et de salaires. Les cadres de hauts niveaux, quant à eux, se sont joints au concert de protestations par crainte de perdre leurs privilèges.

Après avoir de la sorte inauguré son troisième mandat de 5 ans, le président a entrepris un voyage à l'étranger, en commençant par les voisins zairois, burundais, tanzaniens et ougandais. Il poursuivait ainsi, probablement, deux buts.

- D'une part : renforcer les liens avec les uns (zairois), dissiper les malentendus avec les autres (ougandais et burundais), expliquer encore à tous qu'il souhaitait que l'opposition à son régime qu'entretiennent les réfugiés hébergés sur leur sol soit maintenue dans des limites raisonnables, pour ne pas troubler la paix aux frontières ou à l'intérieur de son pays.

- D'autre part : chercher auprès d'eux la consécration régionale susceptible de rasséréner ses compatriotes au moment où des sacrifices allaient être imposés.

Le premier objectif a semblé, par la suite, avoir été atteint, comme l'atteste en particulier l'accord "secret" avec le Zaïre et le Burundi stipulant que les signataires ne toléreront plus, dorénavant, la présence de militants de l'opposition à un voisin sur leur territoire. Le second l'a été dans un premier temps: l'orgueil national avait été momentanément flatté. Mais cette embellie a été de courte durée.

Au cours de ces quelque six mois, grâce au recul acquis, il semble que seuls les militaires, les jeunes officiers supérieurs spécialement, aient compris la fermeté du message à travers les sanctions prises à l'encontre de certains d'entre eux. Par contre, les premières mesures d'aménagement et de réorganisation consécutives à la présentation du programme, après la constitution du gouvernement, comme la redéfinition des responsabilités et

.../...

la restructuration dans les administrations accompagnées des premières nominations de nouveaux hauts fonctionnaires ont, sur le moment, paru sans portée et appartenir à l'arsenal habituel des dispositions inévitables.

Seconde période : du mois de mai à la fin de l'année.

Les points saillants en ont été :

- l'accélération de la dégradation économique et la lassitude générale, (rapport n° 14/AD/RWA/CD du 17/6/89)
- la nouvelle manifestation conséquente des oppositions et surtout l'apparition de contestations dans l'entourage présidentiel, (rapport n° 14..)
- la prise de conscience, directe et stimulée, de la gravité de la situation économique, (rapport N° 18/4/AD/RWA/CD du 19/9/89)
- la recherche de l'appui populaire et la réaction du pouvoir contre les oppositions et contestations. (rapport n° 18 et 23/4/AD/RWA/CD du 21/11/89)

En fait, cette période s'est développée en deux phases distinctes et même opposées : une première, pendant laquelle la situation économique mais peut-être surtout politique s'est encore dégradée sous l'oeil attentif du président; une seconde, pendant laquelle le pouvoir a montré une capacité de réaction inattendue et adaptée aux réalités, apparemment préparée avec soin.

*

La première phase. Du mois de mai à la mi-juillet. C'est celle du "pourrissement contrôlé".

Elle a essentiellement été caractérisée par l'accélération subite de la dégradation de la situation économique et sociale.

La conséquence immédiate a été une grande lassitude de la population laborieuse, paysanne en particulier, qui a commencé à souffrir sérieusement de la disette. Cette pénurie alimentaire, qui s'explique par les mauvaises récoltes dues aux conditions climatiques, n'a pu être immédiatement compensée par les importations comme naguère, en raison du manque de devises. Ainsi a été objectivement perçu que le déficit de la balance des paiements n'était pas seulement un concept technocratique, mais surtout une réalité tangible aux répercussions pratiques. Les classes aisées et lettrées, qui continuaient à vivre allégrement au-dessus de leurs moyens

La seconde phase de la période. De la mi-juillet à la fin de l'année. C'est celle de la réaction du pouvoir.
Il n'est pas interdit de supposer, aujourd'hui, que le Général-Major Habyarimana avait longuement préparé l'opération d'assainissement politique qui la définit. Ses buts ont probablement été ainsi arrêtés :

- Tout d'abord reprendre en main les rênes de l'état et restaurer son autorité en connaissance de cause.

- Ensuite, se donner la capacité d'affronter dans les moins mauvaises conditions possibles, à l'intérieur et à l'extérieur, la crise économique dont, enfin, l'ensemble de la population avait pris la mesure; grâce, certes à ses conséquences visibles comme la disette, devenue famine, mais aussi grâce à la description qu'il n'avait cessé d'en faire, et qui, subitement apparaissait de plus en plus objective et garante de ses qualités d'homme d'Etat.

Le moment lui paraissant ainsi propice, le président commence par rechercher l'appui populaire. Dès le 5 juillet, à l'occasion du 27^{ème} anniversaire de l'indépendance, il loue le courage des paysans (90% de la population) durement affectés, et rejette sur la fonction publique, qui s'était montrée peu encline à le soutenir, l'échec agricole.

Il cite "les agronomes en gants blancs, technocrates incompetents et vaniteux"; "les bourgmestres égoïstes"; "les fonctionnaires plus disposés à régler leurs propres affaires que celles de la population" et relance l'idée de recherche de "la normalité dans le fonctionnement de l'administration".

Il se montre, en outre, sans souci majeur à l'égard des oppositions extérieures, à peu près assuré de leur neutralisation après les accords passés en début d'année avec les pays voisins, ainsi que de leur manque d'audience compte tenu de l'indigence, vérifiée récemment, de leurs arguments et prétentions, pour la plupart irréalistes.

Il laisse entendre, par ailleurs, qu'il ne craint pas les oppositions intérieures venant des tutsis et des hutus du sud. Pour deux raisons : tout d'abord leur manque d'organisation et de conviction. Ensuite le fait que les uns et les autres le reconnaissent volontiers comme leur plus sûr protecteur contre les agissements des "faucons" du nord qui sont soupçonnés de vouloir les réduire par la force. Selon certaines informations, pour "faire réfléchir" ces opposants, les fidèles du général Habyarimana seraient à l'origine des récentes rumeurs annonçant, justement, de prochaines violences à leur rencontre, fomentées par les "nordistes".

.../...

Pour le moins, il a gagné des délais considérables.

Quand bien même ne lui auraient-ils été consentis, que pour lui permettre de combattre les conséquences de la crise économique qui, maintenant, inquiète toutes les classes de la société, nantis inclus.

*

*

*

Evaluation à court terme :

1990 : l'année devrait être principalement "économique".

Cette perspective n'exclut pas les dangers politiques pour le régime qui sera certainement jugé sur sa capacité à combattre les effets de la crise.

Ainsi libéré du souci pressant de préserver la II^{ème} République et sa personne, le président, dès le mois de décembre, tente d'organiser la mobilisation de tous les rwandais, aujourd'hui apparemment convaincus que l'essentiel est de tenter de juguler la crise économique qui menace leur niveau de vie et leur santé physique. L'extension de la famine sur les collines du sud le leur rappelle quotidiennement.

Des dispositions drastiques viennent d'être prises dans ce sens. Il n'est cependant pas sûr qu'elles soient les plus appropriées.

De nombreux spécialistes pensent qu'elles ne permettront pas de résoudre le problème, en raison de leurs caractères autarcique et dirigiste. Problème qui sera certainement au coeur de tous les développements que connaîtra l'année qui commence.

*

*

.../...

Description schématique de la situation économique.

En ce début d'année 1990, la situation économique du Rwanda connaît une détérioration majeure et nouvelle due aux atteintes portées, depuis quelques mois, à sa balance des paiements, élément qui intervient de façon déterminante dans ses relations commerciales extérieures vitales et, à terme, interviendra dans ses recettes budgétaires de toute provenance.

Jusqu'à une date récente, annuellement, le déséquilibre structurel de cette balance était, en réalité, compensé par un financement structurel "acquis" selon les termes suivants :

- Les besoins de financement extérieurs évalués à 30 milliards de FRW d'importations dont l'équivalent de 10 milliards consacrés aux investissements publics, correspondaient aux ressources en devises provenant :

- pour 10 milliards, des ressources propres (exportation du café et thé principalement),
- pour 10 milliards, des dons en équipement et financement,
- pour 10 milliards, des prêts concessionnels.

Cette position favorable a été scrupuleusement maintenue par le comportement draconien du gouvernement qui, pendant des années, a imposé d'une part des prix administrés pour les échanges intérieurs et d'autre part l'obtention de licences d'importation, strictement contrôlées, pour les échanges extérieurs.

"Cette rigueur" a été très appréciée par les bailleurs de fonds enclins à l'opposer au laxisme de bien des dirigeants africains non seulement du continent, mais encore de la sous-région elle-même.

Or, aujourd'hui cet "équilibre" est rompu et son aspect artificiel apparaît au grand jour, comme toute possibilité technique propre de redressement; cette rupture étant la conséquence de l'affaiblissement brutal des recettes apportées par les seuls produits d'exportation, le thé et surtout le café, qui passeront probablement de 10 milliards de FRW à 6 milliards environ en 1989. De surcroît, cette réduction paraît actuellement irréversible car elle n'est pas seulement le fait de la chute mondiale des prix mais encore des baisses constatées à la fois dans les quantités et les qualités offertes par le Rwanda. La filière café est à réorganiser et sans préjuger des résultats, cette opération nécessitera de longs délais.

Cette situation devrait avoir automatiquement, à terme (1 an 1/2 à 3 ans), pour aboutissement la diminution des ressources budgétaires. En effet, on s'achemine vers un blocage des importations, donc de l'économie en général, donc des rentrées d'argent dans les caisses de

l'état. Aussi, cette perspective probable rend réticents les bailleurs (dont la France) qui ne se décident pas à fournir les 4 milliards de francs manquants réclamés par les Rwandais pour renflouer la balance des paiements 1989. (rapport n° 23/4/AD/RWA/CD du 21.11.89) sachant pertinemment qu'ils créeraient un précédent pour les années à venir.

Les Rwandais, quant à eux, considèrent que cette retenue est inamicale de la part des thuriféraires de naguère, qui leur attribuaient généreusement un brevet de bonne conduite économique, qu'ils ont pris, par suffisance, en partie pour un brevet de bons gestionnaires.

Il en résulte un malentendu certain que la susceptibilité des partenaires ne permettra pas de dissiper rapidement.

*

*

Les dispositions autarciques et dirigistes prises par les autorités politiques.

Elles ont été précédées d'un ensemble d'épisodes, qui, selon toute vraisemblance, a été soigneusement préparé pour, d'une part convaincre définitivement la population que la crise est gravissime et que le pouvoir s'en occupe sérieusement, et d'autre part, réunir les conditions d'une exhortation à la rigueur et au travail fondée sur le sentiment de fierté nationale. Leur publicité a été orchestrée méthodiquement.

*

En premier lieu, au cours du dernier trimestre de l'année des réunions ont été commandées dans l'administration, afin de faire réfléchir les fonctionnaires sur la définition des mesures ponctuellement souhaitables.

En deuxième lieu, a été avoué le déficit de 4 milliards de francs de la balance des paiements et sollicitée la compréhension des bailleurs de fonds traditionnels. L'analyse rwandaise des causes de la crise a été présentée. Quelque temps après, il convient de le noter, l'aide alimentaire internationale a été réclamée.

Enfin, a été organisée "la réunion conjointe du comité central du MRND et du gouvernement" dont les travaux ont été clôturés le 18 décembre.

L'objet de ces travaux avait été annoncé par le président: "l'analyse de la situation économique et les mesures de redressement".

Lui même a rendu compte des résultats de cette démarche :

- Il a d'emblée affirmé que "tous les responsables, sans exception, sont fondamentalement convaincus de la gravité exceptionnelle de la crise actuelle", que "tous savent aujourd'hui que notre économie est en train d'être poussée, par des forces sur lesquelles nous n'avons pas de prise, dans un état de cachexie (souligné dans le texte officiel) progressive".

- Il a ensuite lancé un appel vibrant au rassemblement de toutes les énergies pour développer "la capacité financière nationale intrinsèque" (souligné dans le texte).

Révélation déterminante, cet appel consacre son refus de recourir au FMI et à la banque mondiale, malgré les conseils donnés dans ce sens par tous les spécialistes étrangers consultés. En effet, les rwandais craignent toujours les exigences de ces instances et refusent l'idée de devoir concéder des ajustements, en particulier la dévaluation de leur monnaie surcotée; celle-ci, à leurs yeux, présenterait de nombreux désavantages comme l'augmentation du prix des produits d'importation. Il est en outre évident, que dans ce refus, l'orgueil national prend une part non négligeable.

- Il a enfin énuméré les dispositions qu'imposent cette option, précisant que l'état en assurerait la mise en oeuvre avec fermeté, en définissant des règles précises et intangibles.

Elles sont au nombre de 17.

1 - "renforcement de la sécurité générale de la population" (sécurité publique, alimentaire, lutte contre les fausses nouvelles),

2 - "Entretien d'une éthique politique mobilisatrice" ("rétablissement de la crédibilité et de la dignité des dirigeants"),

3 - "Recherche et innovation pour accélérer le développement" (augmentation des productions agricoles, création d'emplois productifs hors agriculture),

4 - "Décentralisation des fonctions de conception et de gestion du développement" (la commune cellule de base),

5 - "Réduction du déficit budgétaire" (accroissement des recettes de l'état par la lutte contre la fraude les facilités accordées et la réduction des dépenses publiques...),

6 - "Amélioration des équilibres financiers extérieurs" (limitation des importations au strict nécessaire),

7 - "Mobilisation de l'épargne, démocratisation du crédit et contrôle des prix" (maîtrise de l'inflation instauration d'un marché monétaire et financier, révision des salaires trop élevés dans le privé ..),

8 - "Promotion de l'emploi" (aménager un pôle de développement par commune, création de chantiers de jeunes, "finalisation du dossier relatif à la réforme administrative"),

9 - "Relance du secteur agricole" (rétablissement de l'équilibre alimentaire, accroissement de la production des produits de substitution aux importations et des produits d'exportation ..),

10 - "Réhabilitation du secteur industriel et artisanal" (relance de l'exploitation minière, utilisation des substances minérales locales ..),

11 - "Implantation et gestion des infrastructures de base" (poursuite des infrastructures minimales, barrages, électrification, routes ..),

12 - "Stimulation du commerce intérieur et extérieur" (stimulation des approvisionnements, "promotion du potentiel à l'exportation ..),

13 - "Développement des transports et communications,

14 - "Promotion du tourisme" (publicité, formation du personnel, mesures financières d'incitation..),

15 - "Réorientation des institutions financières" (participation au développement national en canalisant leurs ressources dans les secteurs productifs..),

16 - "Développement du système sanitaire" (assurer une médecine de masse et accès facile aux soins de santé ..),

17 - "Développement du système éducatif national et de la recherche scientifique" (développement de la scolarisation, des études secondaires et supérieures, de la recherche pratique ..).

Ces 17 dispositions ont été suivies sans délai des premières mesures d'application qui ont confirmé que leur mise en oeuvre serait extrêmement réglementée et vérifiée par l'état, dont l'intervention à tous les niveaux, conforme aux traditions rwandaises, inquiète déjà les entreprises étrangères.

Ainsi le gouvernement vient de décider la réduction du nombre de véhicules et logements mis à la disposition des administrations, l'établissement de contrôles stricts des ressources et des dépenses de quelques catégories de personnes parmi lesquelles les expatriés. De plus, il vient d'annoncer la diminution autoritaire de certaines importations, (automobiles et produits dits de luxe) ainsi que des tarifs d'établissements tels que les hôtels et compagnies d'assurance, dont la plupart sont des succursales de maisons européennes. Autant de décisions susceptibles, d'une part d'encourager les marchés parallèles et d'autre part de décourager les investissements par ailleurs réclamés.

En outre, si cet ensemble de dispositions, que d'aucuns jugent anachroniques et anti-économiques, peut paraître en cohérence avec le discours programé du 15 janvier 1989, non appliqué jusqu'ici, il présente toujours le même écueil majeur : celui de l'ambition confuse et excessive qui altère sa crédibilité et exige des sacrifices énormes de la part de tous les citoyens, surtout, à échéance, des plus pauvres. Certes, l'appel à la mobilisation, longuement et scrupuleusement préparé semble avoir été, cette fois, mieux compris. Mais l'expérience passée a montré que les rwandais pourraient, au fil des mois, voire des semaines, manifester quelque lassitude, surtout si leur situation déjà peu enviable devenait intolérable.

*

*

*

Le bilan de l'année 1989 peut être résumé par une formule :

Succès politique du président qui recouvre son autorité et du régime qui rétablit son audience.

Mais émergence d'une crise économique majeure.

Cette dernière devrait contraindre, à terme, le pays à se transformer dans ses structures comme dans ses habitudes. Ce qui n'est peut-être pas encore clairement perçu par ses dirigeants et la population attachés à certaines traditions et principes rigides.

Nombreux sont les observateurs et spécialistes qui retiennent deux hypothèses pour 1990 :

- Soit le président se rend compte, à temps, que le recours à un dirigisme forcené, produit les effets contraires à ceux attendus et revient sur certaines décisions pour faire appel au concours du FMI et de la banque mondiale dans des conditions acceptables qui lui permettront de "sauver la face".

A cette proposition il est certainement possible de joindre une variante : - Il a déjà admis qu'il aurait recours à ces instances. Son attitude et ses choix actuels ne sont destinés qu'à montrer à ces dernières qu'il est maître de la situation politique et qu'à démontrer au peuple que tout aura été tenté pour éviter leur intervention ou le convaincre que, grâce aux efforts consentis, elle a pu être maintenue dans les limites compatibles avec l'indépendance nationale.

- Soit il persiste dans la voie choisie, et, progressivement conduit son pays à une situation comparable à celle du Bénin, avec tous les dangers qu'elle comporte pour l'économie, la sécurité (alimentation, santé) des populations et l'avenir de son régime.

La prochaine réunion prévue en février-mars avec les représentants des bailleurs de fonds bi-latéraux - qu'il espère toujours convaincre de lui apporter une aide directe - devrait fournir quelques indications significatives.

Ainsi, "les périls politiques" de 1989 pourraient être relayés par "les périls économiques" de 1990.



LES CARACTERES ET COMPORTEMENTS QUI FONDENT LES RAPPORTS
DANS LA SOCIETE RWANDAISE.

La société rwandaise, d'origine bantoue sédentaire principalement (hutus), quoique fortement marquée par l'influence nilotique nomade (tutsi), présente des aspects souvent repérés dans les populations du sud de l'équateur.

Mais elle présente aussi des traits originaux dus certainement à la géographie et, plus encore, à l'histoire.

Ces traits, répartis par commodité en caractères et comportements, individuels ou collectifs paraissent s'apparenter à des réflexes ou même constituer un système de défense utilisé naturellement, consciemment et sans réticence. Ils interviennent systématiquement dans la conduite des personnes ou des groupes et en particulier, dans celle des responsables. Ces derniers, en tiennent compte dans leur conception, la définition et l'expression de leurs desseins, leurs actions, sachant que leurs interlocuteurs, leurs collaborateurs, leurs partisans et adversaires leur sont soumis.

La méconnaissance de ces traits, ou la négligence de leur existence a pour conséquence immédiate l'échec pour l'acteur, l'imcompréhension pour l'observateur.

L'influence propre de chacun d'eux, leurs combinaisons variables en fonction des personnalités ou du groupe d'appartenance, des circonstances, créent une trame dont le fond est à la fois constant et mouvant.

Tenter de les appréhender en ce début d'année 1990 paraît opportun pour d'une part, mieux comprendre les agissements des rwandais; mais d'autre part, surtout, apprécier les difficultés qu'a dû et su affronter avec perspicacité et détermination le Président Habyarimana pour rétablir son autorité, en rassemblant ses partisans, acquérant un soutien populaire évident, neutralisant ses adversaires. Son mérite est d'autant plus grand que ces caractères et comportements, individuels ou collectifs, sont facteurs d'aboulie et d'immobilisme ou, au contraire, de perfidie et de violence. Leur ascendant sur les rapports de toute nature et spécialement ceux qui s'établissent dans les allées du pouvoir reste un danger potentiel pour l'avenir.

I) Les caractères et les comportements principalement individuels.

- la méfiance et la propension au soupçon.

Les rwandais sont méfiants et soupçonneux. Certains attribuent cette particularité au climat et surtout à l'aspect montagneux du pays dont les effets sont décuplés par l'absence de village. En effet, l'habitat est dispersé sur les collines, qui forment, chacune une entité distincte.

Le couple qui vient de s'unir s'isole sur un lopin de terre, communique peu avec les gens de sa colline; considère ceux des autres collines comme des étrangers voire des contempteurs, avec lesquels il recherche d'autant moins le contact qu'ils appartiennent à une ethnie ou à un sous-groupe ethnique différent, toujours soupçonnés de nourrir des malveillances. Ainsi, peut-on entendre souvent "sur cette colline ils sont voleurs, méchants, envieux ...".

- le goût du secret et ses corollaires : la tendance à la dissimulation, à la délation, et à la duplicité.

Ces caractères paraissent innés. Ils semblent avoir une origine historique déterminante : les monarques tutsi en avaient fait une méthode de gouvernement.

- jamais ils ne dévoilaient leurs objectifs, et les moyens existants mis en oeuvre pour les atteindre,

- lorsque quelqu'un obtenait, après plusieurs mois ou années, une audience du Mwami (roi tutsi) il était reçu par un sosie,

- Précédemment, les espions du monarque avaient tenté de connaître ses sentiments et intentions en utilisant des espions patentés ou une clientèle asservie par tous les procédés imaginables (prébendes, chantage, menace physique).

- Ce qui avait été accordé lors de l'audience, était remis systématiquement en cause à l'issue, sous de motifs appartenant à une panoplie constituée à l'avance : manque de compréhension, mensonge, mauvaise foi du solliciteur...

Tous ces procédés sont toujours en vigueur, sauf le remplacement par un sosie dont l'impossibilité est aujourd'hui compensée par "la disparition" de l'interlocuteur (il est absent...). Tant il est vrai que les hutus ont plus succédé aux tutsis qu'éliminé leurs méthodes naguère désavouées.

- Le sens perversi de la hiérarchie.

Il résulte des caractères précédents. En effet il est difficilement concevable de "contrarier" le supérieur, en particulier en lui rendant compte d'éléments .../...

N° 000011 du 03 FEV 2021

défavorables et, ce qui est pire, contrairement à ses options.

Cette absence de franchise, débouche sur l'absence de loyauté ... par prudence.

Dans le domaine militaire cette constatation est permanente : "je ne l'ai pas dit au colonel, mais ça "le facher". Sous-entendu : de plus je pourrais en pâtir. Malheureusement des faits (éloignements ...) attestent la réalité de cette crainte.

- La vanité.

Il s'agit, plus précisément, de la vanité du rang social. Là, encore, l'influence tutsi paraît importante. Ainsi le chef ne se remet jamais en cause. Au subordonné certes, mais aussi à l'égal il déclare "BYOSE NDABIZI" = "Toutes ces choses (dont vous me parlez) je les connais". Ce qui ne le conduit pas à les analyser pour ensuite agir.

II) Les comportements et les caractères principalement collectifs.

- L'orgueil national.

Prolongement de la vanité individuelle, il s'exprime fréquemment. Les hutus parvenus au pouvoir seulement en 1959, jugent avoir largement participé aux succès nationaux et internationaux de l'ancien régime tutsi dont ils réclament l'héritage politique (constitution de l'unité nationale), administratif (organisation territoriale) et militaire (formation d'une armée : les INGABO).

"Le Rwanda est une nation organisée depuis plusieurs siècles, fait exceptionnel en Afrique, qui le rend historiquement comparable aux vieilles nations européennes, aussi celles-ci doivent-elles la considérer plus comme un partenaire que comme un assisté ayant besoin de conseils".

Cette conception, largement diffusée dans la population lettrée, confortée par l'existence d'une langue particulière, le Kinirwanda, est souvent exposée par les dirigeants. En tout état de cause, elle sous-tend l'attitude de la plupart d'entre-eux.

- L'intervention des rivalités ethnique et inter groupes de même ethnie.

Elle se caractérise par sa constance, très africaine, mais avec une intensité particulière. Certes, la rivalité tutsi-hutu persiste, mais aujourd'hui réduite essentiellement à l'expression d'une nostalgie par les émigrés, elle ne paraît pas intrinsèquement dangereuse. Il reste que dans tout rapport entre groupes ou individus, elle crée un obstacle, relevant plus du soupçon réciproque (voir plus haut), elle est aussi utilisée par les hutus

.../...

N 68671 4 2009 Ev 2021

pour ne pas faire aux tutsis la place qui leur est due ou que leurs capacités pourraient leur valoir, dans l'administration comme dans les affaires.

Plus menaçantes semblent être les rivalités inter-hutus. Elles s'expriment d'abord entre les hutus du sud qui ont perdu le pouvoir en 1973 et les hutus du nord qui, alors, le leur ont pris. Les premiers considèrent les seconds avec un certain mépris, les qualifiant de "BAKIGA" (montagnards sauvages), ce qui conduit ceux-ci, qui n'apprécient pas ces remarques, à éloigner ceux-là dont ils craignent le nombre et la qualité, des hautes responsabilités.

Mais ces rivalités s'expriment encore plus dangereusement à l'intérieur du groupe du nord, actuellement au pouvoir où les clans s'opposent de façon ouverte ou très insidieuse. On peut tenter de distinguer schématiquement les "progressistes", portés à favoriser le mérite et l'unité nationale, auxquels appartiennent le président et ses fidèles, et les "conservateurs" parmi lesquels quelques ministres et militaires, plus portés à préserver leurs privilèges et surtout leur domination politique sur l'ensemble des rwandais, hutus du sud et tutsis principalement.

- Les dispositions réciproques entre rivaux ou adversaires, ethniques, claniques et même personnels, à recourir aux massacres épisodiquement, à l'élimination physique individuelle, régulièrement.

Ce recours, qui constitue un fait de société, inquiète tout le monde. Les rwandais en parlent avec fatalisme et sans gêne particulière tant il est notoire.

Les massacres sont célébrés : ceux des tutsis par les hutus en 1959 ont retenu l'attention; ils ont été suivis jusqu'en 1970 environ par d'autres, dans le même sens, moins connus, mais bien réels. Ils succédaient à ceux propagés systématiquement par les tutsis contre les hutus, aux temps de leur domination, dans le souci de donner quelques avertissements ou de maintenir un certain équilibre.

Les éliminations d'individus ou de petits groupes sont fréquentes : celles d'une vingtaine de personnes politiquement gênantes ont pu être vérifiées en 1989, malgré toutes les tentatives de dissimulation (magistrats traitant un dossier brûlant, ancien complice, opposant déclaré). Les procédés habituels sont : l'empoisonnement, l'assassinat par arme blanche ou à feu, l'accident automobile

*

*

*

Ce tableau peut sembler sombre et peut-être un peu pessimiste. Il dépeint cependant des réalités qui sont constatées quotidiennement, dont l'influence rend particulièrement incertains les rapports de toute dimension, et de ce fait le gouvernement de ce pays ou apparemment encore moins qu'ailleurs en Afrique, il est possible de s'attacher des fidélités et acquérir des certitudes.

Les événements politiques passés et récents l'ont démontré.

ANNEXE " A "

Déclassifié par décision
du 04/07/2012 à 10h 15

N° 000071 du 03/12/2021

I - BULLETINS REDIGES DEPUIS LE PRECEDENT RAPPORT

11 - Documentation

- La Communauté musulmane au Rwanda - N° 108/2-AD.RWA du 27 Décembre 1989

12 - Situation

- MSG 024/AD/RWA/CD du 27.11.1989 - Opposition rwandaise - Colonel Alois NSEKALJE

II - BULLETINS EN COURS DE PREPARATION

21 - Documentation

N E A N T

22 - Situation

N E A N T

ANNEXE " B "

N° 666374 C/J 09 NOV 2021

I - ACTIVITE DU CHEF DE MISSION FAISANT FONCTION D'ATTACHE DE DEFENSE
AU COURS DE LA PERIODE DU 21 NOVEMBRE 1989 AU 15 JANVIER 1990

11 - CONTACTS AVEC LES AUTORITES LOCALES

12 Décembre

15 Décembre : Entretiens avec le lieutenant-colonel RUMASHYA, Inspecteur général des F.A.R.

. Organisation de son service

. Préparation des inspections.

26 Décembre : Entretiens avec le colonel SERUBUGA et plusieurs officiers de son Etat-major

. Aide directe

. Stages des militaires rwandais en France

5 Janvier

8 Janvier : Entretiens avec le lieutenant-colonel RUSATIRA, Secrétaire Général de la Défense Nationale

. Missions des assistants

. Oppositions intérieures à la politique du président

12 - CONTACTS AVEC LES AUTORITES ETRANGERES

26 Décembre : Entretien avec le lieutenant-colonel BODDARD, Chef de la Mission militaire belge.

